



**HAL**  
open science

# Quand la marge passe au centre . Le cas des périphéries de Sanaa (Yémen)

Roman Stadnicki, Vincent Martignon

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki, Vincent Martignon. Quand la marge passe au centre . Le cas des périphéries de Sanaa (Yémen). Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée, Presses Universitaires de François-Rabelais, 2014, 978-2-86906-357-0. halshs-01235547

**HAL Id: halshs-01235547**

**<https://shs.hal.science/halshs-01235547>**

Submitted on 4 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

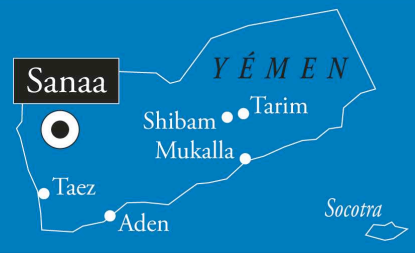
## Quand la marge passe au centre. Le cas des périphéries de Sanaa (Yémen)

Roman Stadnicki

Chercheur au CEDEJ, Le Caire, MAE / CNRS

Vincent Martignon

Consultant



### Introduction

Il peut sembler paradoxal d'évoquer la question de la marginalité dans les sociétés urbaines où les politiques d'aménagement du territoire sont encore embryonnaires. En effet, dans de nombreux pays en développement, la planification n'a que peu d'impact sur la fabrique des villes. Dès lors, les formes produites par les pratiques considérées comme informelles ou irrégulières constituent quasiment la règle : c'est en partie le cas à Sanaa, capitale du Yémen. Ce constat s'inspire des thèses avancées par les économistes et géographes du développement qui appréhendent la marginalité comme un « phénomène majoritaire » (Vant, 1986, p. 18). Dans le cadre de ses enquêtes en milieu suburbain africain, M. Vernière proposait même de renverser le problème : « *il serait sans doute plus simple de chercher ce qui, des paysages et des hommes, n'est pas marginal* » (Vernière, 1973, p. 587). Pour autant, au fil de la croissance de Sanaa — et plus largement de l'histoire contemporaine du Yémen — les inégalités entre les groupes sociaux se sont creusées et un processus de fragmentation, lié à l'éclatement des territoires, a vu le jour en ville (Stadnicki, 2007). Par conséquent, au-delà du débat dichotomique régulier/irrégulier, formel/informel, un processus de marginalisation, entendu comme une mise à l'écart d'un « *territoire organisé, fonctionnant suivant des règles mises en place progressivement* » (Prost, 2004, p. 177), s'accroît à Sanaa. Il est principalement fondé sur le degré de sécurité d'occupation du sol et de légitimité à faire partie du système territorial. À Sanaa, la marginalité concerne au premier chef les migrants d'origine rurale, contraints de s'établir en périphérie dans des conditions souvent précaires. Cependant, ce phénomène peut aussi caractériser un ensemble d'habitations, dont on ne peut nier l'existence en tant que quartier, mais qui ne répond pas aux normes du système (non respect du droit), ou n'est pas « fonctionnellement » intégré à la ville (déficit presque total d'équipements). Quel champ d'action s'ouvre alors aux populations cumulant les caractéristiques de l'éloignement physique des espaces urbains bien équipés et du statut social *a priori* défavorisé ? La mise à l'écart des structures spatiales et sociales dominantes est-elle définitive dans cette capitale en pleine recomposition ? C'est à ces questions que nous tâcherons de répondre dans cet article. Dans un premier temps, nous prendrons soin d'exposer les principales causes de la formation des marges spatiales et sociales à Sanaa. Nous consacrerons un deuxième temps de l'analyse aux reconfigurations territoriales à l'œuvre et aux stratégies d'acteurs publics et privés observées dans les marges urbaines. Dans un troisième temps, à travers l'exemple de quelques trajectoires individuelles, nous observerons comment les occupants de ces quartiers, migrants pour l'essentiel, s'insèrent dans le champ local des sociabilités. Le rapprochement de ces modes d'analyse devrait démontrer qu'un processus d'intégration socio-spatiale des marges a actuellement cours à Sanaa, principalement selon des logiques sociales et économiques bien plus qu'urbanistiques.

## La production des marges spatiales et sociales à Sanaa

### Croissance urbaine non contrôlée et fragmentation territoriale

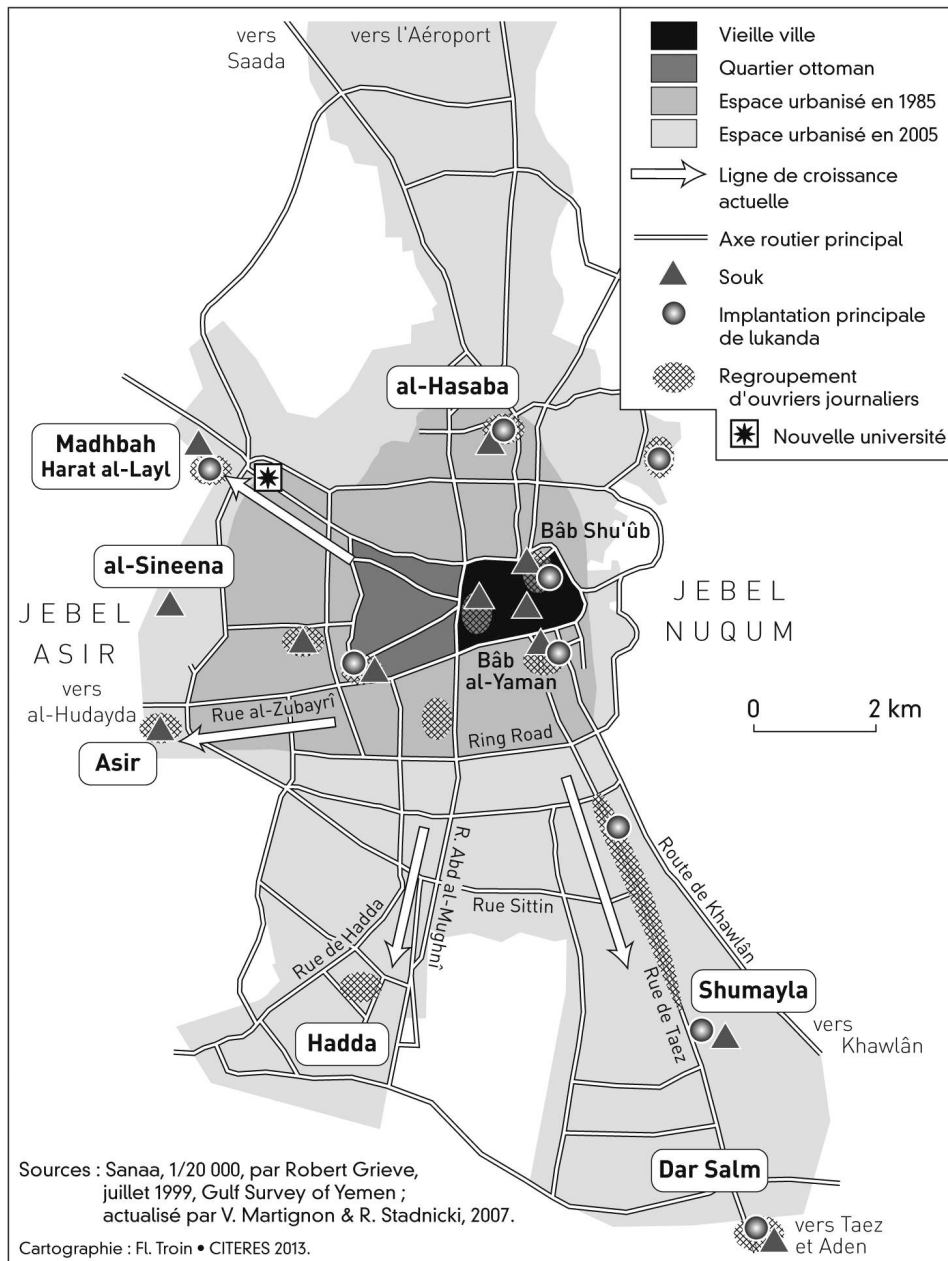
La forme actuelle de la capitale yéménite est le résultat de quatre décennies de croissance urbaine effrénée. Dans les années 1960-1970, le Yémen connaît une période de prospérité économique, due essentiellement aux retombées financières de l'émigration massive vers les pays du Golfe. À Sanaa, le secteur du bâtiment bénéficie largement de cette prospérité. La spéculation débute alors à l'extérieur des murailles de la ville. L'étalement urbain n'est donc plus limité que par le relief (Figure 1). Le développement s'opère d'abord le long d'un axe nord-sud qui part de Bâb al-Yaman — porte principale d'accès à la vieille ville — et qui ouvre sur les riches terres agricoles du Yémen et les villes secondaires de Taz et d'Aden. Puis, très vite, les zones ouest et nord sont rattrapées par l'urbanisation, qui ne se limite plus à sa structuration radiale initiale (Troin, 1995 ; Stadnicki et Touber, 2008). Deux phénomènes peuvent expliquer la spontanéité et l'informalité de cette croissance urbaine. D'une part, l'auto-construction se généralise. De ce fait, toutes les branches du secteur du bâtiment sont le théâtre d'un boom économique sans précédent (Wirth, 1982). D'autre part, les autorités municipales<sup>1</sup> se sont révélées quasiment incapables de contenir l'expansion urbaine dans un périmètre défini, ou même d'élaborer une politique de planification. Des remaniements structurels internes<sup>2</sup>, couplés à une sous-estimation de la pression démographique, ont éloigné la municipalité d'objectifs urbanistiques éventuels. Si des accords ont parfois été passés entre les « bâtisseurs » et certaines tribus propriétaires de terrains périurbains<sup>3</sup>, la plupart des îlots d'habitations sont nés de pratiques constructives non réglementaires. Leur légalisation n'est pas à l'ordre du jour. Les désaccords fréquents entre gouvernement et tribus en sont l'un des principaux freins. Toutefois, on constatera ultérieurement une certaine évolution politique et juridique aboutissant à une reconnaissance tacite de quelques quartiers irréguliers.

---

<sup>1</sup> En 1983, un an après le vote de la loi qui prévoit l'instauration de conseils municipaux dans les principales villes du Yémen, une loi spécifique au fonctionnement de la capitale se solde par l'institution d'une nouvelle entité : le Secrétariat de la capitale [*Amanât al-'âsima*]. Avant cette date, l'organisation édilitaire est essentiellement l'héritage d'une administration urbaine mise en place par les pouvoirs zaydite et ottoman (Mermier, 1995). Dans le cadre de ses attributions, le Secrétariat de la capitale est censé définir « *la politique générale de développement, d'industrialisation et de planification de la capitale* » (Al-Jarbani, 2003, p. 76), comme le précise en outre la loi de 1983. C'est précisément cette conception globalisante de la politique urbaine qui semble faire défaut à l'action du Secrétariat de la capitale, comme le confirment le rôle des « *forces économiques et sociales spontanées* » (Wirth, 1984) dans l'urbanisation de la ville d'une part, et, d'autre part, la disproportion entre les espaces planifiés et les espaces d'urbanisation irrégulière, largement majoritaires dans la ville.

<sup>2</sup> Changements multiples de l'équipe municipale, redécoupage territorial, gestion de conflits avec les autres acteurs politiques (gouvernorat de Sanaa, ministères), etc. ; voir Stadnicki, 2009.

<sup>3</sup> À la croisée de sept grands territoires tribaux, la plupart des terrains actuellement urbanisés dans les proches environs de Sanaa ont été acquis par de puissants cheikhs ayant fait main basse sur les principales ressources, notamment agricoles, de la région.



**Figure 1. Les principaux quartiers de la périphérie de Sanaa.**

*Cartographie : F. Troin • CITERES 2013.*

Situé à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Sanaa, Madhbah se dresse en figure archétypale de la marge socio-spatiale sanaanie. Ce quartier a été édifié en quelques semaines entre 1991 et 1992 par des rapatriés d'Arabie Saoudite<sup>4</sup> qui, après un bref retour au village, ont intégré les flux migratoires de l'exode rural. D'après un ancien ministre du logement, 480 maisons auraient été construites en une seule nuit sur des terrains appartenant au gouvernement, à proximité d'un souk rural. La destruction de ce *Harat al-Layl* [quartier de la nuit] a été envisagée dès le lendemain matin par le gouvernement, mais l'idée fut vite abandonnée, les habitants invoquant les principes de la loi islamique [*Sharia*] qui interdit aux individus de pénétrer sans autorisation dans un foyer occupé par

<sup>4</sup> Pendant la guerre du Golfe de 1990-1991, l'Arabie Saoudite a expulsé de son sol les Yéménites expatriés (entre 600 000 et 900 000 selon les sources), condamnant les prises de position jugées pro-irakiennes du gouvernement yéménite.

des femmes et des enfants. Sur le plan morphologique, le quartier originel de Harat al-Layl se compose de maisons en béton bâties à flanc de colline, dans un environnement peu propice en raison de forts dénivelés (Photographie 1). Paradoxalement, le quartier présente tous les problèmes classiques d'accès aux services urbains et de pénurie d'infrastructures (électricité, eau courante, asphalte), dont la gestion va permettre aux différents acteurs de se positionner dans le processus d'intégration décrit plus loin.

À Sanaa, de manière plus générale, ce mode de fabrication urbaine alliant auto-construction et très faible implication des pouvoirs publics a, entre autres conséquences, la fragmentation des territoires dans la ville. Le mode du regroupement a dominé et s'est encore amplifié avec, d'un côté, les flux incessants de l'exode rural et, de l'autre, l'arrivée d'une population plus aisée venant de l'ex-Yémen du Sud après la réunification de 1990. En conséquence, l'ancien ordre social et la citoyenneté traditionnelle, longtemps forgés à partir des attributs de l'élite citadine et d'une distinction avec le monde tribal, en sont profondément bouleversés. Les liens entre les groupes sociaux et les quartiers sont, quant à eux, fragilisés.

### **Migrants en ville : une marge sociale ?**

Au début des années 1960, les mouvements migratoires vers Sanaa sont encore très limités. Ils sont alors caractérisés par la pérennité de l'installation des migrants et sont massivement le fait d'une population économiquement vulnérable qui n'a pu émigrer à l'étranger faute de moyens (argent, capital social) et pour laquelle la migration vers la ville semble être le seul recours envisageable. Dans la mesure où la société sanaanaise est rigoureusement organisée<sup>5</sup> et ne semble pas prête à les accueillir, ces migrants se regroupent en communautés dans les quartiers périphériques de Sanaa, s'installant de préférence le long des principaux axes de croissance<sup>6</sup>.

Avec l'élargissement de l'aire de recrutement des migrants — à mesure que la ville devient plus accessible grâce à l'amélioration des transports (Escher, 1982) —, Sanaa compte environ 300 000 habitants en 1980 (Troin, 1995). Ainsi, la population autochtone ne constitue plus une majorité démographique. Les commerçants et artisans de bas statut social et/ou issus du monde rural se sont profondément enracinés dans la cité : « *Ils en sont partie prenante par leur adhésion au modèle de référence et aux pratiques culturelles citadines* » (Mermier, 1989, p. 37). Cet ancrage est principalement le fruit de la fonction intégratrice des différents réseaux sociaux, notamment les solidarités familiales et/ou communautaires entretenues par les premiers installés. De ce fait, les migrants ne sont plus systématiquement marginalisés ; leur insertion dans le tissu socio-économique semble alors assurée, ne serait-ce que partiellement.

Cependant, les années 1990 s'avèrent plus délicates sur le plan de l'assimilation des migrants. D'abord, avec l'unification des deux Yémen et le retour massif des Yéménites expulsés d'Arabie Saoudite<sup>7</sup>, les possibilités d'insertion économique semblent en effet plus limitées. En réaction à cette saturation relative et à la paupérisation des campagnes, le recours à la migration temporaire se généralise. La « nouvelle » migration est le fait d'hommes de tous âges qui occupent des emplois précaires. Le plus souvent, ces derniers sont employés comme journaliers dans les fermes proches de

<sup>5</sup> À Sanaa, l'ancien ordre social distingue les *sayyid* [descendants du Prophète], les *qâdî* [juges religieux se réclamant d'une ascendance tribale], les *'arabî* [citadins d'origine tribale], les *banî al-khums* [commerçants et artisans sans ascendance tribale exerçant des métiers considérés comme vils] et les immigrés du monde rural (Mermier, 1997).

<sup>6</sup> Les populations en provenance du sud de la ville s'installent majoritairement le long de la route de Taz et de celle de Khawlân. Les populations en provenance du nord préfèrent s'installer dans le quartier de Bab Shu'ûb et au-delà (Figure 1).

<sup>7</sup> La simultanéité de ces deux événements a en effet accéléré les mouvements migratoires vers Sanaa.

Sanaa, dans les souks ou sur les principaux chantiers de construction des espaces périphériques, alors en pleine croissance. De plus, résidant dans des *lukanda*<sup>8</sup> le temps de leur séjour en ville, ces migrants souffrent de la mauvaise réputation de ces établissements. Enfin, comme l'essentiel de leur vie sociale se déroule au village, leurs contacts avec les autres membres de la société sanaanie sont extrêmement réduits (Martignon, 2003).

Néanmoins, la marginalité inhérente à la condition de migrant n'est pas toujours définitive et le cas de ces populations vouées à demeurer en marge de la société urbaine n'est pas généralisable. Aujourd'hui encore, environ 50 % de la population migrante du pays se dirige vers Sanaa. Les causes de ces migrations sont de plus en plus variées : de la nécessité économique à la poursuite d'études supérieures, en passant par les mutations de fonctionnaires. Ce sont les compétences et les ressources individuelles ou les structures d'accueil dont ils disposent qui, nous le verrons, permettent, ou non, aux migrants nouvellement débarqués de s'intégrer à la société sanaanie.



**Photographie 1. Harat-al-Layl, quartier d'habitat irrégulier à l'ouest de Sanaa.**

*Cliché : R. Stadnicki, 2006.*

<sup>8</sup> Dortoirs collectifs la nuit, salons le jour, les *lukanda* sont des structures hôtelières privées et bas de gamme, qui sont destinées à une clientèle d'hommes à faibles revenus, souvent des travailleurs migrants (Photographie 2).



**Photographie 2. Lukanda au sud de Sanaa : lieu d'accueil de migrants temporaires.**

*Cliché : V. Martignon, 2002.*

### **Vers l'intégration des marges urbaines à Sanaa ?**

Avant de s'intéresser aux modalités d'insertion des migrants dans la société de Sanaa, il convient cependant de se pencher sur les mécanismes qui rendent possible l'intégration des marges urbaines à la ville, voire, dans certains cas, leur reconversion en nouveaux pôles de développement à fort potentiel de centralité. L'analyse des stratégies d'acteurs révèle le faible rôle des pouvoirs publics dans ces processus, la part non négligeable de quelques acteurs privés et le rôle fondamental des pratiques spatiales ordinaires, à la fois individuelles et collectives, des habitants.

#### **Les pouvoirs publics : des acteurs subalternes ?**

Pour faire face à l'urbanisation non réglementaire et à l'auto-construction, le Secrétariat de la capitale (municipalité, voir note 1) fait d'abord preuve d'un attentisme manifeste. Si les tentatives de démolition aboutissent rarement, les campagnes d'équipement (services publics, infrastructures, amélioration de l'habitat, etc.) des quartiers irréguliers n'en sont pas pour autant beaucoup plus fréquentes. Ces zones d'habitat, construites « en dur », qui plus est sur des sites souvent peu propices à l'urbanisation (flancs de colline, zones inondables, etc.), constituent un tissu difficilement modifiable. Toutefois, cette non-intervention de la municipalité ne dure qu'un temps et la période de « laisser-faire » se solde bien souvent par trois types d'actions.

D'abord, devant le fait accompli et l'impossibilité de procéder à des déguerpissements, le Secrétariat de la capitale est parfois contraint de reconnaître et de viabiliser des quartiers en amenant certains services tels que l'électricité.

Ensuite, comme pour changer au plus vite l'image de ces lieux et tirer avantage de leur localisation, les autorités municipales choisissent d'intervenir aux abords immédiats de ces quartiers, certainement dans une perspective d'invisibilisation des constructions originelles : travaux d'embellissement de la voirie, construction d'autoponts, implantation d'activités de service, etc. Cette logique démontre l'existence d'une volonté de la municipalité d'imposer un ordre contredit par les quartiers populaires auto-construits. Ces actions, ne visant ni la réhabilitation à proprement parler des structures d'habitat ni l'intégration immédiate des populations de ce quartier, contribuent pourtant à l'accentuation d'un phénomène de centralité et de désenclavement.

Enfin, l'action publique dans les quartiers périphériques dépasse parfois les simples réponses opportunistes des autorités municipales. On assiste depuis peu aux prémices d'une reconnaissance juridique des quartiers d'habitat irréguliers. Le schéma directeur de 1998<sup>9</sup> stipulait par exemple que le secteur nord-nord-ouest de la ville (zone d'implantation de la plupart des quartiers d'habitat irrégulier dans les années 1990) présentait le potentiel de développement urbanistique le plus important, alors que la zone était jusqu'alors dévalorisée. En 2003, le Secrétariat de la capitale a étendu ses limites administratives à certaines périphéries très éloignées du centre-ville et reconnaissait par-là même un statut urbain à ces nouveaux quartiers composés essentiellement de migrants d'origine rurale. Pour finir, la loi sur la planification urbaine de 2004 a prévu de légaliser les quartiers irréguliers par un certain nombre de dispositions juridico-administratives, dont il est cependant encore difficile de percevoir les impacts sur le terrain.

### **Le rôle prépondérant des entrepreneurs privés**

Bien que les pouvoirs publics aient tendance à sous-estimer le rôle des constructeurs et équipementiers indépendants, le secteur privé n'est pas en reste dans le processus d'intégration des marges à la ville. Comme l'ont justement fait remarquer A. Sierra et J. Tadié (2008, p. 8) à propos d'autres villes du Sud, « *la marge est produite non pas par une politique publique toute puissante, mais plutôt par l'absence de cadre régulateur, laissant leur pleine expression aux acteurs privés qui opèrent sans cohérence d'ensemble* ». En l'absence de grands bureaux d'études d'architectes-urbanistes, dont les expertises en aménagement du territoire influent les conduites des opérations d'urbanisme — comme souvent au Maghreb et au Proche-Orient —, et vu le faible nombre de grandes firmes spécialisées dans la construction ou la promotion immobilière, ceux qui constituent la base de la vie économique, parmi lesquels les commerçants et les artisans, se positionnent en véritables acteurs territoriaux. Deux principales raisons peuvent encourager ces derniers à s'implanter dans les actuelles périphéries de l'agglomération, sans distinction catégorielle. D'un côté, les terrains constructibles, tout comme les loyers commerciaux, y représentent souvent une opportunité financière, ce qui n'est pas le cas dans les espaces centraux et péri-centraux sur-densifiés. De l'autre, si l'on en juge par la réorganisation actuelle de la trame urbaine, ces quartiers bénéficient d'une nouvelle rente de situation tout comme d'un fort poids démographique du fait de la convergence des mobilités résidentielles (Stadnicki, 2009).

L'argument financier concerne également un certain nombre d'entreprises de promotion immobilière n'ayant plus les moyens d'assumer le prix des terrains et la hausse des loyers commerciaux dans les secteurs centraux<sup>10</sup>. Le secrétaire général d'une université privée située à Dâr

<sup>9</sup> Financé par la coopération internationale et inspiré par un certain nombre d'études d'experts étrangers conduites dans les années 1970 et 1980, ce schéma directeur n'a que très partiellement été appliqué par les autorités locales.

<sup>10</sup> Dans les années 1980, le prix des terrains en centre-ville atteignait déjà le niveau de ceux des grandes villes européennes (Kopp et Wirth, 1994, p. 65).



Salm témoigne de l'intense spéculation qui caractérise ce quartier, occupé, il y a encore quelques années par des *Akhdâm*<sup>11</sup> résidant dans des bidonvilles :

*« Beaucoup de gens achètent des terrains juste à côté de l'université, notamment des Yéménites qui vivent aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Ils mandatent les entreprises de construction locales. Sans qu'ils ne résident à Sanaa, ils ont perçu les potentialités de développement de Dâr Salm ».*

Le faible coût des opérations et l'apport croissant de capitaux provenant d'Arabie Saoudite<sup>12</sup> apparaissent de surcroît comme un accélérateur des dynamiques de spéculation foncière à Sanaa.

À la motivation financière s'ajoutent deux autres facteurs d'implantation des acteurs privés, au premier rang desquels les commerçants, en périphérie : la saturation des espaces centraux et péri-centraux<sup>13</sup>, ainsi que la volonté de s'inscrire dans un vaste mouvement, amorcé au début des années 2000, de départ du centre vers les périphéries, dont certaines constituent d'ailleurs aujourd'hui des nouvelles centralités commerciales (Stadnicki, 2009) et, par-là même, de rénovation de certaines enseignes prestigieuses. De nombreuses agences bancaires ont, par exemple, récemment quitté les quartiers centraux pour s'installer au bout de la rue al-Zubayrî, à l'ouest de la ville. Ces agences contribuent à une diversification fonctionnelle du quartier Asir, desservi par cet axe et longtemps limité à une fonction de souk périphérique et de gare routière, et lui offrent de nouvelles opportunités de développement.

La démographie dynamique et la situation favorable, quant à elles, attirent également certains acteurs privés et leur profitent rapidement. Les acteurs du secteur du transport en commun, régi pour l'essentiel par des sociétés privées, sont souvent les premiers à investir les nouveaux lieux de vie périphériques. En favorisant l'accessibilité et en amenant population extérieure et nouvelles activités liées à la constitution d'une rupture de charge<sup>14</sup>, le transport constitue un facteur indiscutable d'intégration.

L'actuelle politique d'implantation des hôpitaux ou encore de certaines universités privées apporte également un éclairage sur ce qui motive les acteurs économiques à s'établir en périphérie. Le directeur d'un nouvel hôpital de Madhbah justifie l'ouverture de son établissement par la volonté de profiter prioritairement de la présence d'une population de moins en moins liée au centre-ville de Sanaa<sup>15</sup>. Il est persuadé de contribuer au désenclavement de son quartier, dont le dynamisme s'est, selon lui, accru avec l'ouverture des nouveaux axes de circulation et l'intensification de l'activité soukrière. L'interdépendance des différents secteurs d'activités joue un rôle certain dans la rapidité du processus d'intégration urbaine, en particulier autour du quartier Madhbah.

### **Pratiques spatiales et actions collectives dans et autour des marges urbaines**

Si les acteurs — privés et, dans une moindre mesure, publics — affichent de plus en plus le souhait de voir leur rôle accru en périphérie de Sanaa, leurs actions, comme leur importance dans le processus d'intégration des marges socio-spatiales, demeurerait vaines sans la direction que prennent les

<sup>11</sup> Citoyens yéménites originaires de la corne africaine constituant une couche sociale s'apparentant à une caste, extrêmement stigmatisée et fortement touchée par la pauvreté.

<sup>12</sup> La reprise de la coopération commerciale entre le Yémen et l'Arabie Saoudite depuis le début des années 2000, une dizaine d'années après l'expulsion des immigrés du sol saoudien, va de pair avec le retour des Yéménites au Royaume dans le cadre d'activités professionnelles.

<sup>13</sup> En 2004, les secteurs centraux et péri-centraux tels qu'ils sont délimités par le Secrétariat de la capitale ne représentaient que 15 % de la totalité des permis de construire délivrés à Sanaa (Ministry of Planning and International Cooperation, 2004).

<sup>14</sup> Dans le quartier Madhbah, l'activité de transport en commun a été éclatée en cinq lieux différents (en fonction de la destination desservie), sur lesquels on dénombre au total une centaine de véhicules. Ces gares routières ont été dotées de lieux de restauration et d'un commerce ambulancier, services idoines à la fonction routière.

<sup>15</sup> Entretien du 15 septembre 2006.

pratiques des habitants de Sanaa. Parmi ces dernières, deux tendances sont identifiables : un mouvement centrifuge contribuant à l'intensification des pratiques quotidiennes en périphérie et la conduite d'actions collectives au sein même des quartiers d'habitat irrégulier.

Moteurs de l'économie urbaine, les souks confèrent aux quartiers un caractère central en leur assurant une fréquentation régulière et un apport constant d'activités connexes. Les populations des quartiers centraux sont de plus en plus attirées par ces souks périphériques, les clients mettant en avant le coût des produits et les commerçants condamnant la sur-densification du grand centre-ville. Le souk de Madhbah a en outre permis non seulement aux habitants de Sanaa de délocaliser leurs anciennes activités consommatrices d'espace (entrepôts, services aux automobiles, marchés de gros, etc.) mais également aux habitants de la colline de Harat al-Layl d'accéder à de nouveaux emplois, soit dans les petits métiers du souk, soit par le biais de l'économie informelle et parallèle qu'il génère. La dynamique soukrière engendre enfin une diversification des sociabilités : la multiplication des « gargotes », restaurants, salons réservés à la consommation du *qât*<sup>16</sup> et *lukanda*, concourt au développement d'une pratique sociale interactive et quasi permanente.

Par ailleurs, le désengagement de l'État<sup>17</sup> a généré au moins deux types d'actions collectives qui relèvent de l'entraide sociale (Carrau, 2000). Dans un premier temps, les habitants se mobilisent pour obtenir de l'État l'installation d'infrastructures. Les Sanaanis ont pu le constater à travers la succession de manifestations d'habitants de quartiers périphériques dans les années 1990. Situé à l'ouest de la ville, le quartier al-Sineena, a par exemple été électrifié en 1993, suite à une longue occupation de l'entrée du palais présidentiel par des résidents de ce quartier<sup>18</sup>. Dans un second temps, on assiste de plus en plus à l'émergence d'actions collectives, les habitants venant se substituer au rôle de l'État. Dans ce même quartier, les habitants ont ainsi fait appel à un entrepreneur privé pour la construction des canalisations d'eau courante, financée grâce à la collecte d'une taxe auprès des commerçants. Il restait alors à la municipalité à acheminer l'eau courante dans le quartier. Depuis quelques années, l'État a ainsi vu son champ d'intervention à nouveau réduit par ces initiatives privées, qui, depuis une dizaine d'années, œuvrent pour le raccordement des quartiers aux différents réseaux urbains.

Au-delà de ces actions somme toute sporadiques, l'intégration est possible, à l'échelle de l'individu, par l'élargissement du champ des socialisations. La rencontre de deux profils sociaux, néocitadins issus de l'exode rural — pionniers de ces marges urbaines appartenant aux quartiers périphériques — et individus ayant déjà une expérience urbaine des quartiers centraux, accrédite d'ores et déjà la thèse de la composition hétéroclite de ces quartiers.

## L'épreuve de la socialisation ou la citadinisation des migrants

Les efforts de socialisation déployés par les migrants habitant dans les espaces périphériques et favorisant leur intégration peuvent être considérés comme « *l'incorporation d'un patrimoine d'habitudes* » (Bolliet et Schmitt, 2002, p. 29). Ce processus d'incorporation leur permet par la suite d'ajuster leur (ré)action au contexte social dans lequel ils évoluent.

<sup>16</sup> Plante euphorisante mastiquée par les Yéménites tous les après-midi.

<sup>17</sup> Si l'État yéménite demeure encore assez actif dans la production des « règles du jeu » (définition des contours des interventions de la plupart des collectivités locales et administrations soi-disant décentralisées), son rôle est moindre en matière de politique économique et sociale (soumission croissante aux injonctions des bailleurs de fonds internationaux) et en tant que maître d'ouvrage (transfert de compétences à de nouveaux opérateurs, en réalité peu efficient car l'État cherche à garder le contrôle des situations et que les nouveaux opérateurs, parmi lesquels le Secrétariat de la Capitale, le Gouvernorat et autres agences gouvernementales spécialisées, se disputent en permanence les attributions) (Stadnicki, 2009).

<sup>18</sup> Au Yémen, la période des élections est fréquemment précédée de manifestations de ce type. L'État n'a alors d'autre choix que de satisfaire les demandes en infrastructures.

Avant d'analyser l'évolution des normes sociales sanaanies, nous nous pencherons sur deux cas qui montrent comment le contexte migratoire des individus influe sur les processus de socialisation et de citadinisation.

### **Les stratégies de socialisation des migrants « isolés »**

Quand ils sont isolés, la socialisation des migrants dépend surtout de leur personnalité, de leurs activités et de leurs contacts en ville. Prenons l'exemple de Muhammad, venu à Sanaa poursuivre ses études supérieures. Il s'attendait à y trouver :

*« quelque chose de mieux [...], une meilleure éducation et un meilleur style de vie ».*

À son arrivée dans la capitale, il possédait l'adresse d'un groupe de colocataires originaires de son village. À propos de son expérience urbaine, il déclare :

*« J'habitais avec des gens qui travaillaient, qui avaient leur propre commerce, leurs affaires [...]. Quand je suis arrivé à l'université, j'ai pu rencontrer des étudiants, c'était une vie complètement différente, on avait quelque chose en commun [...]. À la maison, j'étais le seul étudiant. Je me sentais bien mieux à l'université [...]. Après, je suis allé dans une résidence universitaire pendant quatre ans [...] et j'ai loué un appartement pour moi, près de l'université [...]. Les gens là-bas sont différents de ceux que l'on croise ailleurs, ils ont une éducation ; beaucoup de gens de l'université vivent là-bas, alors oui, j'aimais cet endroit. »*

Dans un premier temps, il a pu compter sur les réseaux de solidarités communautaires pour se loger rapidement. Ceux-ci ne lui ont été d'aucune aide dans sa socialisation en milieu universitaire. Au bout de deux années, il a donc choisi de prendre ses distances par rapport aux membres de sa communauté d'origine, au profit de ses nouvelles relations à l'université. En outre, il a construit une nouvelle stratégie résidentielle, non plus fondée sur les solidarités communautaires, mais sur la proximité de ses lieux d'étude, devenus ses principaux lieux de socialisation. Ce faisant, il est parvenu à s'intégrer dans le milieu universitaire dont le prestige a finalement facilité son évolution au cœur de la société sanaanie. En effet, devenu enseignant, il a choisi de s'établir définitivement à proximité de son lieu de travail. Le statut de ce métier lui permet désormais de diversifier ses contacts et d'interagir avec l'ensemble de la société. Sa condition de migrant et son statut de colocataire d'ouvriers temporaires ont donc pu être surmontés grâce à la stratégie de socialisation qu'il a mise en place. Il dit aujourd'hui de Sanaa :

*« C'est le centre, c'est l'endroit où tu as le plus de chances d'arriver à quelque chose ; tu peux être ambitieux ici, c'est pour ça que les gens viennent. »*

### **Les migrants « encadrés » : une intégration par les réseaux**

Lorsqu'ils sont encadrés dans leur migration par d'autres individus ayant souvent eux-mêmes été confrontés à des difficultés d'intégration, les migrants voient leur socialisation favorisée par le réseau d'accueil dont ils disposent. De ce dernier vont découler la nature et la fréquence de leurs contacts avec la société sanaanie. Salah, venu suivre les enseignements de l'école de police, a été reçu par des amis installés depuis plusieurs années à Sanaa. Il dit à propos de ses premières journées dans la capitale :

*« La première fois, il y avait des gens de mon village qui habitaient Sanaa, je les ai appelés avant mon départ : les premiers jours je suis resté chez eux, collé à eux, ils m'ont fait découvrir la ville, les quartiers... Et après j'ai commencé à me débrouiller tout seul. »*

Convie par ses amis à certaines séances de consommation du *qât*, il a également pu découvrir les différents restaurants de la ville, les centres commerciaux, etc. Salah n'a donc pas rencontré de difficulté majeure à appréhender rapidement la ville dans sa globalité. De même, il n'a pas eu à

deviner seul les codes sociaux et leur inscription dans l'espace car ses amis les lui ont transmis en même temps qu'ils lui faisaient découvrir la ville. L'adaptation de son comportement à la nature des lieux dans lesquels il évolue, du souk au *qât* aux galeries commerçantes, montre sa compréhension de la double dimension sociale et spatiale des situations d'interaction. Ainsi, il est très vite parvenu à faire disparaître aux yeux des autres ce qui faisait de lui un migrant anonyme débarquant à Sanaa. Son aisance à évoluer dans la ville et sa bonne compréhension des codes sociaux ont été des atouts essentiels.

Cependant, ce type de réseau peut revêtir un caractère d'exclusivité dans les rapports que les migrants entretiennent avec lui, les empêchant d'amorcer le processus de socialisation nécessaire à leur intégration plus générale. L'entre-soi est une figure courante de ce comportement qui peut aller jusqu'au choix d'un commerce en fonction des origines sociales et géographiques de son propriétaire<sup>19</sup>. Cette exclusivité peut résulter du poids du groupe sur l'individu, qui entrave sa socialisation. Elle peut également résulter d'un choix de l'individu préférant ne pas établir de contact avec la société en marge de laquelle il se place. Dans de tels cas, l'intégration semble compromise. Pour l'envisager réellement, une confrontation est nécessaire entre le migrant et la société sanaanie, confrontation que la coprésence ne suffit pas à établir.

### **Évolution des normes sociales et intégration**

Ayant suivi des cheminements différents, Muhammad et Salah (voir *supra*) font aujourd'hui partie de la société sanaanie. Muhammad n'hésite d'ailleurs pas à affirmer à propos de cette dernière : « *Elle est faite de gens qui viennent de partout* ». Ce métissage favorise l'intégration en repoussant les limites de la norme sociale qui s'appliquait autrefois (voir note 5). Tant que celle-ci était limitée à l'appartenance à la vieille ville, elle était facilement légitimée par son ancrage territorial. Or, cette norme a évolué depuis l'arrivée massive et ininterrompue de migrants d'origine rurale dans les espaces périphériques de la ville.

Ahmad, membre d'une grande famille sanaanie, met ces ajustements en lumière quand il indique :

*« Dans la vie de tous les jours, il y a quelques changements. Principalement lorsque deux personnes de régions différentes se marient. Ils font des compromis en quelque sorte, pour que chacun soit satisfait. Ils font certaines choses comme on les fait ailleurs et d'autres comme on les fait habituellement chez eux. »*

Le discours de cet interlocuteur est symptomatique des évolutions de la société sanaanie d'aujourd'hui. En effet, les interactions de plus en plus fortes entre des populations d'origines variées ont provoqué un ajustement constant des codes sociaux en vigueur dans les différents quartiers de la capitale depuis trente ans. La sociabilité à l'œuvre dans des quartiers tels que Shumayla, sur la route de Taz (Figure 1), est construite sur cette diversité. Quartier fondé par les migrants, Shumayla est aujourd'hui occupé par une population hétérogène. En effet, les mobilités individuelles ont eu raison des logiques de regroupement. En conséquence, la population qui a bâti le quartier se trouve diluée dans un groupe plus vaste, fait de Sanaanis et de migrants de toutes les régions desservies par les routes de Taz et Khawlân. Les caractéristiques paysagères et fonctionnelles de ce quartier sont à l'image de sa composition socio-géographique. Sur quelques centaines de mètres carrés se confondent en effet tous les types de structures commerciales que l'on peut trouver au Yémen : le souk « ancien », coiffé de son toit de tôles ; des petits marchés récents ; une pléthore d'échoppes de toutes tailles ; des

<sup>19</sup> L'influence des réseaux communautaires se retrouve aussi sur les pratiques professionnelles elles-mêmes. En 2006, une part significative des commerçants des quartiers périphériques de Sanaa que nous avons interrogés justifie l'implantation de leur activité par la présence antérieure dans le quartier d'un membre de leur famille élargie ou d'une personne originaire de la même région ou village (Stadnicki, 2009).

vendeurs de rue ; des épiceries à rayons multiples et des centres commerciaux de type galerie marchande ou petit *mall*. La relation entre ces structures ne se limite cependant pas à un simple état de coprésence, mais elle prend une forme réellement fusionnelle, comme le montre la construction d'un centre commercial fermé juste à l'entrée de l'ancien et principal souk. De nombreuses passerelles ont été édifiées entre les deux établissements de façon à ce que les clients puissent circuler librement de l'un à l'autre, acheter une botte de *qât* au souk et de la lingerie fine dans une des boutiques de la rutilante galerie marchande, sans avoir à sortir à l'extérieur. Nous assistons là à la naissance d'un complexe commercial d'un nouveau genre, où le souk et la galerie font système, ce qui semble être plutôt en adéquation avec les pratiques contemporaines des habitants de Sanaa.

Ainsi, les espaces du quotidien, dans lesquels s'exprimait l'entre-soi reconstitué par des migrants de même origine, sont devenus des lieux de confrontation à l'altérité. Ce sont désormais des espaces-supports à l'évolution des normes sociales et, par-là même, des espaces propices à l'échange, à la socialisation dans la diversité.

## Conclusion

Les quartiers périphériques de Sanaa, à l'origine caractérisés par des phénomènes d'informalité, de pauvreté et de fort communautarisme, sont marqués aujourd'hui par l'installation de nouvelles populations, par la diversification rapide des activités et, en fin de compte, par leur rôle structurant à l'échelle de la capitale. En d'autres termes, ce sont de nouveaux centres pour l'agglomération sanaanaise. Les quartiers irréguliers se sont établis en des lieux stratégiques le long des lignes de croissance de la ville, autour de marqueurs territoriaux majeurs de l'urbanisation de Sanaa (souks et marchés au *qât* par exemple). Par ailleurs, la transformation de ces quartiers en nouveaux pôles de développement est le fruit d'un jeu d'acteurs complexe. Si l'attitude des pouvoirs publics oscille entre l'attentisme, l'« invisibilisation » de l'habitat irrégulier et la reconnaissance juridique de ce dernier, les acteurs privés investissent plus franchement les marges urbaines, prouvant à l'occasion leur bonne appréciation des dynamiques sociales et économiques à l'œuvre dans les secteurs périphériques en cours d'urbanisation. L'observation des pratiques spatiales des Sanaanis confirme cette tendance, car ils sont de plus en plus nombreux à fréquenter les quartiers périphériques en raison de leur dynamisme commercial et des espaces de sociabilité qui s'y sont développés. Enfin il faut tenir compte des mobilisations locales pour l'intégration à la ville. L'action des populations, qui n'hésitent pas, si nécessaire, à exercer une pression directe sur l'État, comme l'ont encore prouvé les grandes révoltes sociales de 2011, rencontre d'ailleurs un succès certain en matière d'apport d'équipements et d'infrastructures.

L'intégration de ces quartiers passe donc aussi par celle de leurs habitants, issus, pour le plus grand nombre, des flux migratoires dirigés vers Sanaa. Toutefois, l'apprentissage de la citoyenneté est fonction du contexte de la migration individuelle d'une part, et de la capacité de l'ensemble de cette population migrante à faire évoluer les normes sociales en place d'autre part.

Ainsi, des quartiers tels que Madhbah, Asir ou Shumayla sont en cours de mutation. Outre les récentes possibilités de développement économique qui les caractérisent, ils sont une étape dans l'intégration à la ville, soit par l'acquisition d'un statut social, soit par la constitution de réseaux d'alliances. L'ouverture nouvelle du champ des possibles dans ces espaces excentrés nous avait déjà donné l'occasion de les considérer comme les « nouvelles portes » de la ville (Stadnicki, 2006, p. 130). L'évolution de ces quartiers illustre à quel point la marginalité est relative dans les villes des pays en développement qui sont travaillées par des processus forts de recomposition sociale et de reconfiguration territoriale. On peut d'ailleurs se demander si ce constat ne vaut pas également pour les villes du « Nord ». Cependant, si la dynamique de fond est la même, les acteurs sont quant à eux

très différents : acteurs économique-financiers majeurs et gouvernements urbains dans un cas, citoyens et petits entrepreneurs privés dans l'autre.

### Références bibliographiques

- Bolliet D. et Schmitt J.-P., 2002, *La socialisation*, Paris, Bréal, 124 p.
- Carrau M., 2000, *La gestion des infrastructures à Sana'a : comparaison de trois quartiers*, Mémoire de maîtrise, Paris IV-Sorbonne, 92 p.
- Dupont V. et Guilmo C.Z. (éd.), 1993, « Mobilités spatiales et urbanisation. Asie, Afrique, Amérique », *Cahier des Sciences Humaines*, n° 29 (2-3), 589 p.
- Hescher H.A., 1982, « Considérations sur l'infrastructure du Yémen », pp. 47-71, in Bonnenfant P. (dir.), *La péninsule Arabique d'aujourd'hui*, Tome 2, Paris, Éd. du CNRS, 724 p.
- Kopp H. et Wirth E., 1994, *Sanaa : Développement et organisation de l'espace d'une ville arabe*, Aix-en-Provence, IREMAM, 125 p.
- Martignon V., 2003, « L'intégration des migrants dans les villes des pays en développement à travers l'exemple des Lokandas de Sanaa », *Bulletin d'études orientales*, n° 55, pp. 183-192.
- Martignon V., 2007, « Migrations et évolution des sociabilités à Sana'a », *Revue d'Études des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 121-122, pp. 101-114.
- Mermier F., 1989, « De l'usage d'un concept : la citoyenneté à Sanaa », *Peuples Méditerranéens*, n° 46, pp. 31-48.
- Mermier F., 1997, *Le Cheikh de la nuit*, Arles, Sindbad/Actes Sud, 256 p.
- Ministry of Planning and International Cooperation, 2004, *Statistical Year-Book*, Sanaa, Republic of Yemen, 485 p.
- Prost B., 2004, « Marge et dynamique territoriale », *Géocarrefour*, n° 79 (2), pp. 175-182.
- Sierra A. et Tadié J. (coord.), 2008, « La ville face à ses marges », *Autrepart*, n° 45, 228 p.
- Signoles P., 1999, « Acteurs publics et acteurs privés dans le développement des villes du monde arabe », pp. 19-53, in Signoles P., El Kadi G. et Sidi Boumedine R., *L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, Éd. du CNRS, 374 p.
- Stadnicki R., 2006, « Des portes de Sanaa aux nouvelles entrées de la ville : re-formation d'espaces de sociabilités », *Espaces et Sociétés*, n° 126, pp. 119-138.
- Stadnicki R., 2007, « Sanaa : limites de la ville et identités urbaines », *Revue d'Études des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 121-122, pp. 115-132.
- Stadnicki R., 2009, *Nouvelles centralités et recompositions socio-spatiales dans le Grand Sanaa (Yémen)*, Thèse de doctorat, Géographie, sous la dir. de P. Signoles, Univ. François-Rabelais de Tours, 581 p.
- Stadnicki R. et Touber J., 2008, « Le grand Sanaa. Multipolarité et nouvelles formes d'urbanité dans la capitale du Yémen », *Annales de Géographie*, n° 659, pp. 32-53.
- Troin J.-F., 1995, « Géographie d'une explosion urbaine », pp. 15-36, in Troin J.-F. (dir.), *Sanaa hors les murs*, Tours/Sanaa, URBAMA/CFEY, coll. « Villes du Monde Arabe », 248 p.
- Vant A., 1986, *Marginalité sociale, marginalité spatiale*, Paris, Éd. du CNRS, 265 p.
- Vernière M., 1973, « À propos de la marginalité : réflexions illustrées par quelques enquêtes en milieu urbain et suburbain africain », *Cahiers d'études africaines*, n° 13 (51), pp. 587-605.
- Wirth E., 1982, « Les forces économiques et sociales de l'aménagement de Sana'a », pp. 451-460, in *Politiques urbaines dans le Monde Arabe*, Lyon, Maison de l'Orient.